

1. « Loi de programme pour l'outre-mer : interprétation du statut civil de droit local », obs. sous CC, 17 juillet 2003, déc. n° 2003-474 DC, *Loi de programme pour l'outre-mer*, D. 2004, Som. com., pp. 1272-1273.
2. « Constitutionnalité de la loi modifiant la loi n° 22-893 du 25 juillet 1952 relative au droit d'asile », obs. sous CC, 4 décembre 2003, déc. n° 2003-485 DC, *Loi modifiant la loi du 25 juillet 1952 sur le droit d'asile*, D. 2004, Som. com, pp. 1279-1280.
3. « Pratique des "cavaliers législatifs" : les rappels à l'ordre du Conseil constitutionnel », à propos des décisions du Conseil constitutionnel 546 DC, 549 DC et 552 DC, *RFDC* 2007, pp. 557-565.
4. Note sous CC, 1^{er} mars 2007, déc. n° 2007-551 DC, *Loi organique relatif au recrutement, à la formation et à la responsabilité des magistrats*, *RFDC* 2007, pp. 580-588.
5. « La réforme de l'audiovisuel public devant le Conseil constitutionnel », note sous CC, déc. n° 2009-576 et 577 DC du 3 mars 2009, *RFDC* 2009, pp. 587-599.
6. « Recours des associations *ad hoc* contre les autorisations d'urbanisme : le Conseil constitutionnel valide la restriction au droit d'agir en justice », note sous CC, déc. n° 2011-138 QPC du 17 juin 2011, *Association Vivraviry*, D. 2011, pp. 1942-1945.
7. « Compensation des transferts de charges et libre administration des collectivités territoriales », note sous CC, déc. n° 2010-109 QPC du 25 mars 2010, Départements des Côtes d'Armor, *Constitutions* 2011/3, p. 321.
8. « Travaux publics : le droit d'accès des agents publics sur les propriétés privées est conforme à la Constitution », note sous CC, déc. n° 2011-172 QPC du 23 septembre 2011, *Epoux L. et autres*, *Constitutions* 2012/1, pp. 80-82.
9. « L'établissement d'une servitude implique d'informer et d'entendre les propriétaires intéressés », note sous CC, déc. n° 2011-182 QPC du 14 octobre 2011, *Constitutions* 2012/1, pp. 82-83.
10. « Limites constitutionnelles au retrait et à la modification d'une autorisation administrative », note sous CC, déc. n° 2011-141 QPC du 2 juin 2011, *RFDC* 2012/89, pp. 145-149.
11. « Constitutionnalité du pouvoir étatique de suspension et de révocation des maires », note sous CC, déc. n° 2012-210 QPC du 13 janvier 2012, *RFDC* 2012/3, pp. 576-579.
12. « Exception pénale en matière de corrida : la différenciation fondée sur la tradition », note sous CC, déc. n° 2012-271 QPC du 21 septembre 2012, *RFDC* 2013/93, pp. 194-199.
13. « Assignations à résidence de plus d'un an : le Conseil constitutionnel réécrit la loi », note sous CC, décision n° 2017-624 QPC du 16 mars 2017 M. Sofiyan I. [Durée maximale de l'assignation à résidence dans le cadre de l'état d'urgence], *AJDA* 2017, pp. 1464-1468.

2. Chronique « Droit administratif général » de la revue *Constitutions*

1. « Le principe d'application immédiate de la loi répressive plus douce implique l'exercice de pouvoirs de plein contentieux pour le contrôle des sanctions administratives », note sous CE, Ass., 16 février 2009, Société ATOM, *Constitutions* 2010/1, pp. 116-117.
2. « L'abrogation implicite d'une loi par la loi de révision constitutionnelle du 1er mars 2005 », note sous CE, 24 juillet 2009, CRIIGEN, *Constitutions* 2010/1, pp. 117-118.
3. « Incompétence du Premier ministre pour adjoindre aux noms de famille un signe typographique distinctif », note sous CE, 4 décembre 2009, Lavergne, *Constitutions* 2010/2, pp. 287-288.
4. « Illégalité de la décision du ministre de la culture supprimant, sans couverture légale, la publicité sur France Télévisions », note sous CE, 11 février 2010, Borvo, *Constitutions* 2010/2, pp. 288-289.
5. « Polynésie française : la préférence locale dans l'accès à l'emploi public doit être justifiée et modérée », note sous CE, 25 novembre 2009, Haut-Commissaire de la République en Polynésie française, *Constitutions* 2010/2, pp. 289-290.
6. « Protection, par le juge du référé-liberté, du droit des demandeurs d'asile à des conditions matérielles d'accueil décentes », note sous CE, ord 17 septembre 2009, n° 331950, Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire c/ Salah, *Constitutions* 2010/2, p. 291.
7. « La réforme de la carte judiciaire conforme à la Constitution », note sous CE, 19 février 2010, Moline, *Constitutions* 2010/3, pp. 423-425.
8. « Constitutionnalité de la procédure spécifique d'évacuation des gens du voyage », note sous CC, déc. n° 2010-13 QPC du 9 juillet 2010, *Constitutions* 2010/4, pp. 601-604.
9. « L'obligation de pointage des hooligans validée par le Conseil d'Etat », note sous CE, 13 juillet 2010, Merlin, req. n° 340302, *Constitutions* 2011/1, pp. 103-105.
10. « Responsabilité de la puissance publique suite à une QPC », note sous TA Marseille, 22 novembre 2010, Drugmanne, req. n° 0806068, *Constitutions* 2011/2, pp. 251-253.
11. « Dissolution d'associations de supporters violents : absence de renvoi de la QPC », note sous CE, 8 octobre 2010, Groupement de fait Brigade Sud de Nice, req. n° 340849, *Constitutions* 2011/2, pp. 253-254.
12. « "Dehaene" n'est pas mort », note sous CE 11 juin 2010, Syndicat Sud RATP, req. n° 333262, *Constitutions* 2011/2, pp. 255-256.
13. « Annulation de la circulaire sur l'évacuation des campements de Roms », note sous CE, 7 avril 2011, Association SOS racisme – Touche pas à mon pote, req. n° 343387, *Constitutions* 2011/3, pp. 383-384.
14. « Constitutionnalité des nominations aux emplois supérieurs de l'Etat », note sous CC, déc. n° 2010-94 QPC, *Constitutions* 2011/3, pp. 384-385.

15. « Annulation de la nomination d'un magistrat en l'absence d'avis régulier du Conseil supérieur de la magistrature », note sous CE, 30 décembre 2010, Robert, req. n° 239513, Constitutions 2011/3, pp. 385-386.
16. « Validation du pouvoir de police visant à faire cesser l'usage pour habitation des locaux insalubres », note sous CE, 9 mai 2011, Magalhaes Gomes, req. n° 346785, Constitutions 2011/4, pp. 551-552.
17. « Principe constitutionnel de laïcité et subvention des cultes », note sous CE, sect., 19 juil. 2011, Vayssière, req. n° 320796, Constitutions 2012/1, pp. 125-126.
18. « Exercice du pouvoir répressif par les juridictions administratives spéciales : le Conseil constitutionnel impose la séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de sanction », note sous CC 25 novembre 2011, déc. n° 2011-199 QPC, Constitutions 2012/2, pp. 337-338.
19. « Règles de circulation des gens du voyage : un régime archaïque censuré par le Conseil », note sous CC, déc. n° 2012-279 QPC du 5 octobre 2012, M. Jean-Claude P., Constitutions 2012/4, pp. 635-638.
20. « Les limites très lâches de la liberté d'entreprendre (à propos du monopole d'importation des viandes en Nouvelle-Calédonie) », note sous CC, déc. n° 2012-258 DC du 22 juin 2012, Etablissements Bargibant SA, Constitutions 2012/4, pp. 638-639.
21. « Le pouvoir de sanction des autorités administratives soumis aux principes d'indépendance et d'impartialité », note sous CC, déc. n° 2012-280 QPC du 12 oct. 2012, Canal plus, Constitutions 2013/1, pp. 95-98.
22. « Pouvoir de sanction des AAI : première censure pour violation des principes d'indépendance et d'impartialité », note sous CC, déc. n° 2013-331 QPC du 5 juil. 2013, Sté Numericable, Constitutions 2013/3, pp. 437-438.
23. « Transporteurs routiers : constitutionnalité de la disposition autorisant la publication et l'affichage des sanctions », note sous CC, déc. n° 2013-329 QPC du 28 juin 2013, Sté Garage Dupasquier, Constitutions 2013/3, pp. 439-440.
24. « Discipline des avocats : le maintien de l'ancien régime en Polynésie française est conforme à la Constitution », note sous CC, déc. n° 2013-310 QPC du 16 mai 20103, M. Jérôme P., Constitutions 2013/3, pp. 440-441.
25. « Composition des grands ports maritimes : validation d'un droit de regard des élus locaux en outre-mer », note sous CC, déc. n° 2013-313 QPC du 22 mai 2013, CCI de Guadeloupe, Constitutions 2013/3, pp. 441-442.
26. « Sanction des occupations sans titre du domaine public fluvial », note sous CC, déc. n° 2013-341 QPC du 27 septembre 2013, M. Smaïn Q. et autre (Majoration de la redevance d'occupation du domaine public fluvial pour stationnement sans autorisation), Constitutions 2013/4, pp. 599-601.
27. « Régulation de l'économie : les pouvoirs très larges de l'autorité publique en Nouvelle-Calédonie », note sous CC, déc. n° 2013-3 LP du 1^{er} octobre 2013, Loi du pays relative à la concurrence en Nouvelle-Calédonie, Constitutions 2013/4, pp. 601-603.

28. « Le pouvoir de sanction de l'administration fiscale », note sous CC, 8 octobre 2014, n° 2014-418 QPC, Société SGI, Constitutions 2014/4, pp. 489-491.
29. « Organisation et procédure devant la Cour de discipline budgétaire et financière », note sous CC, 24 octobre 2014, n° 2014-423 QPC, M. Stéphane R. et autres, Constitutions 2014/4, pp. 492-493.
30. « Statut de militaire et accès à un mandat politique local », note sous CC, déc. n° 2014-432 QPC du 28 novembre 2014, M. Dominique de L., Constitutions 2015/1, pp. 97-100.
31. « Inconstitutionnalité du pouvoir de l'administration de "retenir" des œuvres d'art », note sous CC, déc. n° 2014-426 QPC du 14 novembre 2014, M. Alain L., Constitutions 2015/1, pp. 100-101.
32. « La déchéance de nationalité pour les terroristes est conforme à la Constitution », note sous CC, déc. n° 2014-439 QPC du 23 janvier 2015, M. Ahmed S. [Déchéance de nationalité], Constitutions 2015/2, pp. 253-255.
33. « L'Etat versera une astreinte à... l'Etat : conformité à la Constitution », note sous CC, déc. n° 2014-455 QPC du 6 mars 2015, M. Jean de M. [Possibilité de verser une partie de l'astreinte prononcée par le juge administratif au budget de l'État], Constitutions 2015/2, pp. 256-259.
34. « Juridictions administratives spéciales : nouvelle censure pour méconnaissance du principe d'indépendance », note sous CC, déc. n° 2014-457 QPC du 20 mars 2015, Mme Valérie C., épouse D. [Composition du conseil national de l'ordre des pharmaciens statuant en matière disciplinaire], Constitutions 2015/2, pp. 259-262.
35. « La parité dans les instances universitaires », note sous CC, déc. n° 2015-465 QPC du 24 avril 2015, Conférence des présidents d'université [Composition de la formation restreinte du conseil académique], Constitutions 2015/2, pp. 262-265.
36. « La loi sur le renseignement devant le Conseil constitutionnel », note sous CC, déc. n° 2015-713 DC du 23 juillet 2015, Loi relative au renseignement, Constitutions 2015/3, pp. 432-437.
37. « Constitutionnalité de l'interdiction administrative de sortie du territoire », note sous CC, déc. n° 2015-490 QPC du 14 octobre 2015, M. Omar K. [Interdiction administrative de sortie du territoire], Constitutions 2015/4, pp. 585-588.
38. « L'interdiction de cumuler les activités de taxi et de VTC est contraire à la liberté d'entreprendre », note sous CC, déc. n° 2015-516 QPC du 15 janvier 2016, M. Robert M. et autres [Incompatibilité de l'exercice de l'activité de conducteur de taxi avec celle de conducteur de VTC], Constitutions 2016/1, pp. 105-107.
39. « Pouvoir de sanction de l'Autorité de la concurrence », note sous CC, déc. n° 2015-510 QPC du 7 janvier 2016, Association Expert-comptable média association [Sanctions pécuniaires prononcées par l'Autorité de la concurrence], note sous Constitutions 2016/1, pp. 107-108.
40. « Métropole d'Aix-Marseille-Provence : le correctif prévu par le législateur conforme au principe d'égalité devant le suffrage », note sous CC, déc. n° 2015-521/528 QPC du 19 février 2016, Commune d'Éguilles et autre [Répartition des sièges de conseillers

- communautaires entre les communes membres de la métropole d'Aix-Marseille-Provence], Constitutions 2016/1, pp. 109-111.
41. « Les FAI doivent-ils assurer à leurs frais la diffusion des télévisions publiques locales ? », note sous CC, décision n° 2015-529 QPC du 23 mars 2016, Société Iliad et autre [Obligation de distribution des services d'initiative publique locale], Constitutions 2016/2, pp. 304-307.
 42. « La servitude visant les chalets d'alpage est conforme à la Constitution », note sous CC, déc. n° 2016-540 QPC du 10 mai 2016, Société civile Groupement foncier rural Namin et Co [Servitude administrative grevant l'usage des chalets d'alpage et des bâtiments d'estive], Constitutions 2016/3, pp. 466-468.
 43. « Cumul de sanctions pénales et disciplinaires : deux réserves d'interprétation pour la CDBF », note sous CC, déc. n° 2016-550 QPC du 1er juillet 2016, M. Stéphane R. et autre [Procédure devant la cour de discipline budgétaire et financière], Constitutions 2016/3, pp. 468-470.
 44. « L'"oubli" d'intégrer les communications hertziennes dans le droit commun du renseignement », note sous CC, déc. n° 2016-590 QPC du 21 octobre 2016, La Quadrature du Net et autres [Surveillance et contrôle des transmissions empruntant la voie hertzienne], Constitutions 2016/4, pp. 653-655.
 45. « Perquisitions administratives : le régime des saisies de données globalement conforme à la Constitution », note sous CC, déc. n° 2016-600 QPC du 2 décembre 2016, M. Raïme A. [Perquisitions administratives dans le cadre de l'état d'urgence III], Constitutions 2017/1, pp. 121-126.
 46. « La lutte contre l'optimisation fiscale permet-elle de déroger à la règle selon laquelle l'impôt doit porter sur une ressource dont dispose le contribuable ? », note sous CC, décision n° 2016-620 QPC du 30 mars 2017 Société EDI-TV [Taxe sur la publicité diffusée par les chaînes de télévision], Constitutions 2017/2, pp. 276-278.
 47. « Cumul des fonctions de poursuite et de jugement par une autorité administrative indépendante : nouvelle censure », note sous CC, décision n° 2016-616/617 QPC du 9 mars 2017, Société Barnes et autre [Procédure de sanction devant la Commission nationale des sanctions], Constitutions 2017/2, pp. 278-280.
 48. « Inconstitutionnalité des interdictions de séjour en état d'urgence », note sous CC, décision n° 2017-635 QPC du 9 juin 2017, M. Émile L. [Interdiction de séjour dans le cadre de l'état d'urgence], Constitutions 2017/3, pp. 449-451.
 49. « Accès en temps réel aux données de connexion : une appréhension trop large de l'entourage de la personne surveillée », note sous CC, décision n° 2017-648 QPC du 4 août 2017, La Quadrature du Net et autres [Accès administratif en temps réel aux données de connexion], Constitutions 2017/3, pp. 452-454.
 50. « Le Conseil d'État peut-il être juge et partie ? », note sous CC, déc. n° 2017-666 QPC du 20 octobre, 2017 M. Jean-Marc L. [Compétence du vice-président du Conseil d'État pour établir la charte de déontologie de la juridiction administrative], Constitutions 2017/4, pp. 588-591.

51. « Nouvelle censure d'une AAI pour méconnaissance de l'exigence de séparation des fonctions de poursuite et de jugement », note sous CC, déc. n° 2017-675 QPC du 24 novembre 2017 Société Queen Air [Procédure de sanction devant l'autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires], Constitutions 2017/4, pp. 591-593.
52. « Égalité dans l'indemnisation des victimes de la guerre d'Algérie », note sous CC, 8 février 2018, déc. n° 2017-690 QPC, M. Abdelkader K. [Condition de nationalité française pour le bénéfice du droit à pension en cas de dommage physique du fait d'attentat ou de tout autre acte de violence en relation avec les événements de la guerre d'Algérie], Constitutions 2018/1, pp. 108-109.
53. « Constitutionnalité des assignations à résidence aux fins de lutte contre le terrorisme », note sous CC, 16 févr. 2018, décision n° 2017-691 QPC, M. Farouk B. [Mesure administrative d'assignation à résidence aux fins de lutte contre le terrorisme], Constitutions 2018/1, pp. 110-116.
54. « Constitutionnalité des mesures antiterroristes de la loi du 30 octobre 2017 », note sous CC, décision n° 2017-695 QPC du 29 mars 2018, M. Rouchdi B. et autre [Mesures administratives de lutte contre le terrorisme], Constitutions 2018-2, pp. 277 et s.
55. « La modification administrative des règles propres à un lotissement » : CC, déc. n° 2018-740 QPC du 19 octobre 2018, Mme Simone P. et autre [Modification des documents d'un lotissement], Constitutions 2018-4, pp. 547-551.
56. « Les délais de recours et de jugement des arrêtés de reconduite à la frontière » : CC, déc. n° 2018-741 QPC du 19 octobre 2018 M. Belkacem B. [Délai de recours contre les arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière], Constitutions 2018-4, pp. 551-554.
57. « Quelle voie de recours pour contester le refus de rapprochement familial opposé à un détenu en détention provisoire ? » : CC, décision n° 2018-763 QPC du 8 février 2019, Section française de l'Observatoire international des prisons [Rapprochement familial des détenus prévenus attendant leur comparution devant la juridiction de jugement], Constitutions 2019-1, pp. 112-114.
58. « Accès aux données de connexion sans garanties suffisantes : nouvelle censure » : CC, décision n° 2018-764 QPC du 15 février 2019, M. Paulo M. [Droit de communication aux agents des douanes des données de connexion], Constitutions 2019-1, pp. 115-117.
59. « Loi anti-casseurs : censure des interdictions administratives de manifester » : CC, décision n° 2019-780 DC du 4 avril 2019, Loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations, Constitutions 2019-2, pp. 241-245.
60. « Contentieux de l'urbanisme : l'éphémère mécanisme de caducité de la requête en l'absence de production des pièces nécessaires au jugement était inconstitutionnel » : CC, décision n° 2019-777 QPC du 19 avril 2019 M. Bouchaïd S. [Caducité de la requête introductive d'instance en l'absence de production des pièces nécessaires au jugement], Constitutions 2019-2, pp. 245-247.
61. « Personnels de police et agents de l'administration pénitentiaire ont droit au contradictoire » : CC, décision n° 2019-781 QPC du 10 mai 2019 M. Grégory M.

[Sanctions disciplinaires au sein de l'administration pénitentiaire], Constitutions 2019-3, pp. 375-377.

62. « Le recours en appréciation de régularité respecte-t-il le droit à un recours juridictionnel effectif ? » : CC, décision n° 2019-794 QPC du 28 juin 2019 Union syndicale des magistrats administratifs et autre [Demande en appréciation de la légalité externe d'une décision administrative non réglementaire], Constitutions 2019-3, pp. 377-381.
63. « Le principe de gratuité de l'enseignement supérieur » : CC, décision n° 2019-809 QPC du 11 octobre 2019 Union nationale des étudiants en droit, gestion, AES, sciences économiques, politiques et sociales et autres, Constitutions 2019-4, pp. 525-528.